

Propriétaire-Gérant ALFRED REBOUX

Propriétaire-Gérant ALFRED REBOUX

JOURNAL DE ROUBAIX

MONITEUR POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL DU NORD

Le JOURNAL DE ROUBAIX est désigné pour la publication des ANNONCES LÉGALES et JUDICIAIRES

ABONNEMENTS: Roubaix-Tourcoing: Trois mois... 13.50

INSERTIONS: Annonces: la ligne... 20 c.

Le prix des Abonnements est payable d'avance. — Tout abonnement continue, jusqu'à réception d'avis contraire.

Les abonnements et les annonces sont reçus à Roubaix, au bureau du journal, à Lille, chez M. QUARRÉ, Libraire, Grande-Place; à Paris, chez MM. HAVAS, LAFFITE et C^o, 34, rue Notre-Dame-des-Victoires, place de la Bourse; à Bruxelles, à l'Imprimerie de la Liberté.

BOURSE DE PARIS DU 31 OCTOBRE

Cours à terme de 12 h. 47 communiqués par MM. A. MAIRE et H. BLUM, 60, rue Richelieu, Paris.

Table with columns: VALEURS, Cours du jour, Cours précéd.

BOURSE DEPARIS (Service gouvernemental)

Table with columns: VALEURS, 31 OCTO, 30 OCTO.

Service particulier du Journal de Roubaix

Table with columns: Act. Banque de France, Société générale, etc.

DEPECHES COMMERCIALES

New-York, 30 octobre. Change sur Londres, 4.81 75; change sur Paris, 5.20 00, 100 37

DEPECHES COMMERCIALES (suite)

Depêches de MM. Schlagenhaufen et C^o, représentés à Roubaix par M. Bulteau-Grymonard:

ROUBAIX, le 31 OCTOBRE 1878

Bulletin du jour

Le cabinet anglais s'est réuni, le 30, à midi, en séance extraordinaire. Tous les ministres, à l'exception de ceux de la guerre, de la marine et des colonies, éloignés de Londres pour les besoins du service, y assistaient Lord Beaconsfield est venu tout exprès de la campagne, quoiqu'il fût très-fatigué et marchait avec difficulté. Il est évident que le monde gouvernemental anglais n'est pas moins surexcité que les ré-

gions officielles de Saint-Petersbourg et de Vienne.

En attendant que nous connaissions les résultats de la délibération, nous pouvons résumer les divers on-dit répandus à Londres. On prétend qu'une nouvelle lettre aurait été adressée à l'émir de l'Afghanistan pour lui faire connaître les conséquences qui peuvent résulter de son refus de recevoir la mission anglaise. Gholab-Husein, qui a quitté Simla, serait très-probablement porteur de cet ultimatum. On ajoute que l'Angleterre aurait confidentiellement attiré l'attention de l'Autriche sur l'état des affaires de la Turquie, mais qu'elle n'aurait pas encore fait de tentative directe pour amener une action commune des puissances, quoiqu'elle eût déjà agité la question à Saint-Petersbourg.

Enfin l'Angleterre aurait demandé à Saint-Petersbourg, à cause de la dureté des Russes dans le voisinage de Constantinople, et le comte Odo Russell aurait reçu l'ordre de retourner à Berlin. Tous ces bruits sont loin d'avoir un caractère officiel, mais ils témoignent de l'intention évidente qu'on a en Angleterre de mettre un terme à une situation non moins confuse que menaçante.

Le retour de M. Odo Russell à Berlin sera le signal, ainsi qu'on le suppose, d'une action diplomatique dont il est facile de pressentir le sens. Le prince de Bismarck sera interrogé sur ses projets, ou tout au moins sollicité pour qu'il agisse en pacificateur auprès du gouvernement russe. En tout cas, on provoquera sa réponse et l'on pourra pressentir sa pensée. Si l'on en croit une information transmise de Berlin à la Gazette de Cologne, le mépris visible que la Russie montre pour le traité de Berlin ferait sensation en Prusse, même dans les cercles russophiles. L'Allemagne ne prendra certainement pas l'initiative d'une action contre la Russie, mais si les autres puissances ne demandent pas au cabinet de Saint-Petersbourg autre chose que l'exécution du traité de Berlin, on croit que le chancelier ne pourra pas laisser périr son propre ouvrage.

Les nouvelles complications européennes

Le traité de Berlin n'a pas rétabli le paix en Europe; voilà ce qui ressort aujourd'hui de tout ce qui se passe en Orient. On ne tardera pas à avoir une nouvelle occasion de constater toute la gravité de la faute que le parti républicain a commise en prenant part aux délibérations et en faisant contre-signer par nos plénipotentiaires les résolutions du congrès de Berlin. M. Waddington et M. de Saint-Valler, qui se sont crus, un instant, sur la foi de l'immortel M. Vacquerie, les ARBITRES de l'Europe, doivent faire en ce moment des réflexions amères sur l'ingratitude du rôle dont ils ont mis tant de légèreté à se charger. Les arrangements conclus à Berlin, et auxquels ils ont pris une part si active à la fois et si avengne, sont abandonnés dès aujourd'hui; la question d'Orient est rouverte, le sang coule de

nouveau et l'Europe semble à la veille d'une crise bien autrement grave que celle qu'on a cru terminée par le traité de Berlin.

Il est piquant de trouver un exposé très net de la situation dans celle des feuilles républicaines qui a contribué le plus activement peut-être à engager la France dans les compétitions des puissances européennes :

On lit dans le Journal des Débats :

« Le télégraphe nous signalait, il y a deux jours un article du Monde russe, qui produisit, paraît-il, une vive sensation à Berlin. Cet article ne semble pas être, en effet, une simple boutade de journal, car les nouvelles d'Orient confirment de plus en plus la théorie politique qu'il développe avec une singulière absence de scrupules. On se rappelle sans doute la fameuse dépêche dans laquelle le prince Gortschakoff, profitant de la situation que la défaite de la France avait créée en Europe, dénonçait le traité de Paris au nom de ce principe nouveau par lequel un traité n'est respecté que jusqu'au jour où l'on peut le violer sans inconvénient. Ce jour avait tardé quatre ans pour le traité de Paris; il ne tardera à peut-être quatre semaines pour le traité de Berlin. Tel est, du moins, l'avis du Monde russe.

« L'Europe nous a obligés à signer ce traité et à renoncer aux fruits de nos victoires, dit en substance ce journal, et nous nous sommes soumis parce que nous n'étions pas les plus forts.

« Mais tout est changé aujourd'hui : la coalition qui s'est formée contre nous est dissoute; l'Angleterre est occupée en Afghanistan; l'Autriche, en Bosnie; l'Allemagne, chez elle, grâce aux socialistes et aux ultramontains; l'Europe n'existe donc plus, et la Russie est autorisée à déchirer le traité de Berlin, qu'elle n'avait signé que sous la pression des puissances, pour reprendre le traité de San Stefano et revendiquer plus que jamais ses droits de conquête. Les circonstances étaient contre elle au mois de juillet; elles sont pour elle aujourd'hui; peut-être hésiter à en profiter? »

« Au moment même où le Monde russe développait ainsi d'une manière assez inattendue la doctrine du prince Gortschakoff sur la valeur des traités, une insurrection éclatait dans la Bulgarie méridionale, sous les yeux de l'armée russe. Cette insurrection, organisée par les comités slaves de Russie, armée de fusils russes, entretenue par l'argent russe, a immédiatement arboré un drapeau sur lequel on lit la devise: Russie libératrice.

« La P. R. a protesté, et il paraît que le prince Lobanoff, en réponse à cette protestation, a déclaré que la Russie était prête à prendre des mesures militaires contre les insurgés. Ainsi, malgré les apparences, le gouvernement russe repudie toute connivence avec la révolte.

« Soit! Mais puisque la Russie est prête à combattre l'insurrection, n'aurait-elle pas mieux fait de l'empêcher de se produire? Elle a maintenu son armée dans la Roumélie prétextée d'y rétablir l'ordre, d'y faire la police, d'y remplir le rôle que la Turquie n'avait pas la force d'y remplir. Elle est donc responsable des événements, et l'on a le droit de demander si elle est bien sûrement l'organe qui paraît déplorer une crise qu'elle a laissée se préparer et mûrir, en admettant même qu'elle ne l'ait pas aidée à éclore. Il lui fallait un prétexte pour prolonger l'occupation; elle l'a trouvé.

« Quelle que soit la conduite qu'elle affecte de tenir maintenant, il n'est que trop clair que le Monde russe a été l'interprète fidèle de la politique de son pays, et que ce qui se passe au sud des Balkans est la mise en pratique de cette politique.

« Il faut convenir, d'ailleurs, que si les théories du Monde russe sont peu conformes aux règles ordinaires du droit des gens et de la morale, elles concordent parfaitement avec les principes de la diplomatie contemporaine.

« Du moment que la force est regardée comme la seule sanction des traités, il est incontestable qu'on peut regarder le traité de Berlin comme frappé dès à présent de caducité. La situation de l'Europe a été ainsi profondément modifiée depuis quelques mois. L'Angleterre, si fière des succès qu'elle avait remportés à Berlin, se voit obligée d'entreprendre en Asie une campagne qui sera longue et difficile. Le Times d'Inver nous apprend que la réponse de Shere-Ali aux lettres anglaises est décidément conçue sur un ton de défi et d'insolence. Ceux qui ont inspiré au malheureux émir cette réponse imprudente lui

ont à coup sûr rendu un bien mauvais service personnel, mais ils ont attaché au pied de l'Angleterre un boulet qui sera lourd à traîner.

Tout cela est vrai; la situation de l'Europe s'aggrave de jour en jour. Il n'est que plus regrettable que les chefs républicains, dans un intérêt méquin, aient mêlé la France à des compétitions dans lesquelles la prudence la plus vulgaire leur commandait de ne s'engager sous aucun prétexte.

LA QUESTION DE L'AFGHANISTAN

Le gouvernement anglo-indien doit adresser une nouvelle lettre à l'Emir, pour lui montrer les conséquences qui peuvent résulter de son refus de recevoir la mission anglaise. On croit que Gholab Husein qui, dans les Indes anglaises, en croit de plus en plus à la guerre. Le légum de Bhopal a offert à lord Lytton de mettre son armée à la disposition de l'Angleterre. Du reste l'enthousiasme est très vif parmi les troupes indiennes et tous les princes indiens, ceux des régions éloignées aussi bien que ceux de la frontière, se montrent bien disposés pour l'Angleterre.

En Russie, l'opinion publique est représentée par le Vednani, de Saint-Petersbourg. Ce serait, dit ce journal, une stupidité de la part des Russes de différer leur intervention jusqu'à ce que les passes des montagnes soient occupées par les Anglais. Quoiqu'il ignorent ce qui se passe de l'autre côté de l'Hindou-kouh, nous pouvons être certains que les Anglais se préparent à frapper un grand coup. Il est possible que ce coup soit porté avec d'autres armes que le fusil ou le épée. Des agents anglais, déguisés en marchands, en trafiquants, ou en touristes, trouveront leurs routes jusqu'aux capitales des petits chefs tribulaires de l'Emir. Quelques uns d'entre eux seront enjoints, d'autres détonnés et d'autres endoctrinés par ces agents mystérieux. Les voix ainsi préparées, on entreprendra Chir-Ali et une tasse de café pourra suffire à rayer son nom de la liste des princes asiatiques. Sa mort sera suivie de troubles et de désordres qui rendront indispensable l'intervention des mains anglaises. L'Afghanistan sera occupé; aux Russes alors de déloger s'ils le peuvent, le conquérant de son aire d'aigle.

ATTENTAT CONTRE LE ROI D'ESPAGNE

Une dépêche de Madrid nous apporte des détails sur Moncazi, l'auteur de l'attentat commis sur Alphonse XII, et sur les circonstances qui ont accompagné le crime.

Vers le milieu d'octobre, Moncazi lui dans la Correspondencia de Espana (journal de Madrid), que le roi rentrerait dans la capitale le 20. N'ayant pas d'argent, il écrivit d'avoir reçu une lettre d'Oran lui offrant du travail, et par ce moyen, l'obtint de son père 114 pesetas pour faire le voyage. Craignant que sa femme ne crût pas à la lettre, il lui raconta qu'il allait à l'étranger recouvrer des sommes dues à son frère aîné, l'exportateur de vins.

Avec cet argent, il prit un billet de chemin de fer pour Madrid et partit de Tarragone. Avant d'arriver à Saragosse, il causa avec un prêtre qui allait dans cette ville et, celui-ci ayant manifesté l'intention de continuer sa route directement pour Madrid, ils échangeèrent leurs billets et l'accusé resta quelque temps à Saragosse.

Puis, ignorant que le roi devait y passer, l'accusé partit pour Madrid, où il arriva avant le 20 et où il apprit que le roi n'arriverait que le 27. L'accusé, conquis, sur un livre de notes, tous les incidents de son voyage, y compris quelques aventures amoureuses, ce qui semble indiquer le projet d'environner son attentat de détails romanesques.

Il raconte que, la veille de l'arrivée du roi, il aperçut sur les murs du point le plus étroit de la rue Mayor (à côté de la maison où vécut et où mourut le grand poète Calderon). Il dit qu'il n'a jamais songé à assurer sa fuite, parce qu'il a toujours pensé qu'il serait tué sur place par la suite du roi.

Il s'est placé à l'endroit où il avait choisi et a remarqué que si le coup n'atteignait pas le roi il atteindrait un lieutenant qui était à la tête de

ses soldats. Il fit cette observation brutale le sourire sur les lèvres.

Entendant le lieutenant donner l'ordre de présenter les armes, ce qui annonçait la prochaine arrivée du roi, il arma les deux coups de son pistolet Lefebvre, qu'il avait dans le pocho de poitrine de sa jaquette, et se tint prêt à tirer, mais sans sortir le pistolet de sa poche et sans que personne pût s'apercevoir de rien. Lorsque le roi passa, il ajusta et tira, « mais comme il n'est pas aussi facile, dit-il, de toucher un homme qu'un vase de cristal », il le manqua et il laissa alors tomber son pistolet (qui n'a pas encore été retrouvé, ce qui a causé un vif étonnement).

INFORMATIONS

La commission des tarifs de douane s'est réunie mercredi au Palais Bourbon, sous la présidence de M. Jules Ferry.

Le but de la réunion était de régler l'ordre des travaux. On se rappelle que, lors de sa constitution, la commission s'est subdivisée en trois sous-commissions : celle qui doit s'occuper des textiles, la seconde de la métallurgie, la troisième des autres industries.

La commission a décidé que chacune d'elles s'assemblera, en ce qui la concerne, les dépositions, et préparera un rapport, qui sera soumis en son temps à l'assemblée générale.

D'autre part, la commission continuera d'entendre quelques dépositions. Mercredi prochain déposera devant elle les membres de l'Association générale du commerce de Paris, puis les syndicats des marchands de chiffons en gros.

M. Richard Waddington a lu à la sous-commission de l'Agriculture et du Commerce son rapport sur le budget de ce ministère. A quatre heures, M. Teisserenc de Bort a été entendu sur le crédit relatif aux haras. Le rapport propose des réductions que le ministre a manifesté l'intention de combattre.

Le ministre de la Guerre a conféré avec la sous-commission du budget de la guerre, présidée par M. Gambetta.

Le ministre s'est mis d'accord avec la sous-commission sur tous les points de son budget. Le rapport de M. Langlois va être soumis en conséquence à la commission générale, et pourra être déposé la semaine prochaine sur le bureau de la Chambre. On prévoit que le vote du budget de la Guerre ne donnera lieu à aucune débat.

Depuis quelque temps déjà, le ministère des Affaires étrangères, suivant l'exemple de ce qui se fait en Belgique, publie un Bulletin consulaire contenant des rapports ou extraits de rapports qui lui sont envoyés par nos agents à l'étranger. L'idée est en tout point excellente, mais il nous semble qu'elle serait susceptible d'amélioration. Le plus souvent, en effet, les documents publiés ont 7 ou 8 mois de date, de telle sorte qu'un renseignement qui pourrait être très-utile à nos industriels et commerçants au mois de janvier n'a aucune portée au mois d'août ou de septembre suivant.

Nous signalons cet inconvénient à M. Waddington, persuadé qu'il ne manquera pas d'y porter remède. Il serait si facile de publier les rapports de nos consuls en temps opportun, au lieu de les laisser dormir dans les cartons des bureaux.

Dans la réunion qu'elle a tenue mardi, la droite du Sénat a décidé qu'un manifeste serait adressé aux électeurs sénatoriaux, au nom de la majorité conservatrice du Sénat. Elle a en outre fait choix de M. Clément comme candidat aux fonctions de secrétaire, en remplacement de M. Vaudier.

La question de l'interpellation à adresser au gouvernement, à propos de la date du scrutin pour les élections sénatoriales et le choix des candidats aux trois sièges de sénateurs inamovibles décidés, ont été ensuite discutées.

Nous avons dit, hier, sur ce sujet, ce que nos correspondants nous apprennent au moment de mettre sous presse.

M. de Ravigan n'ayant pas consenti à se laisser porter comme candidat aux fonctions de secrétaire du Sénat, c'est M. Clément qui a été désigné par les droites.

Le candidat des gauches est M. Mazeau, sénateur de la Côte-d'Or.

Feuilleton du Journal de Roubaix du 1^{er} Novembre 1878.

L'INCENDIAIRE

PAR ÉLIE BERTHET

III UN BRAVE GARÇON.

(Suite)

Ces craintes n'étaient pas vaines; peine eût-il descendu quelques échelons qu'il sentit que décidément ses forces allaient le trahir. Alors, avec une sagacité pour ainsi dire instinctive, il employa le seul moyen qui présentât de chances de succès. Soutenant Adrienne sur ses bras étendus, il entoura de ses jambes et de ses bras les montants de l'échelle et se laissa glisser.

Un pareil expédient pouvait avoir les plus terribles conséquences. Noël coulait avec une rapidité effrayante, et, outre que ses mains se déchiraient contre le bois, il pouvait, en arrivant à terre, être tué par la violence du choc. Mais il s'était dit que, dans ce cas, son corps brisé préserverait Adrienne de toute atteinte sérieuse, et cela lui suffisait.

Les choses s'arrangèrent mieux qu'on ne pouvait l'espérer. Le cantonnier et le preneur de tapées veillaient en bas, ainsi que d'autres personnes pleines de courage et de bon vouloir. Quand Noël

approcha, avec une vitesse vertigineuse, du pied de l'échelle, tous s'élançèrent pour amortir sa chute. Plusieurs, et notamment Jean Rabaut, furent renversés; mais Noël et sa compagne tombèrent entre les bras des autres assistants, sans éprouver la violente secousse que l'on redoutait pour eux.

Des applaudissements accueillirent encore ce résultat favorable. Néanmoins, la jeune fille et son sauveur se trouvaient dans un état alarmant. Adrienne demeurait évanouie, tandis que Noël lui-même avait roulé sans connaissance sur le sol.

Comme l'on s'empressait autour de lui, madame Duhamel, qui avait suivi, avec une anxiété facile à comprendre, toutes les phases du sauvetage, couvrait sa fille de baisers.

— Adrienne, mon enfant bien-aimée, s'écriait-elle, tu m'es donc rendue?... Je tremblais... Mais bon Dieu! elle ne voit plus, elle n'entend plus...

— Bah! bah! ce n'est rien, ma chère dame, répliqua une grande femme, à tourner hommasse, mais à figure franche et bienveillante, qui s'était agenouillée auprès de la jeune fille et la palpait doucement; une simple évanouissement... Allez, la jolie demoiselle était entre bonnes mains! M. Noël, qui vous a tirés de là toutes les deux, se serait laissé mourir les os et griller la chair avant de souffrir qu'il vous arrivât le moindre dommage... Ah! il ne craint ni pour sa peine, ni pour sa peau, M. Noël?

Pendant que Madame Duhamel et la grande femme prodiguaient leurs soins à Adrienne, Noël reprenait ses sens. Quelques gouttes de cognac, qu'on avait versées sur ses lèvres, suffirent pour le ranimer, et il se souleva en cherchant à recueillir ses idées.

— Tonnerre! murmura-t-il avec confusion, voilà que je fais la carpe à présent!... Mais où est-elle donc?

À la lumière éclatante de l'incendie, on lui montra le groupe de femmes. Aussitôt il s'avança en chancelant vers elle. Une joie inexprimable brillait dans son regard.

— Toutes deux, toutes deux! répétait-il avec une exaltation qui tenait du délire; mon Dieu! je vous remercie... Je n'aurais pas acheté trop cher au prix de mon existence un semblable bonheur!

Madame Duhamel, rassurée au sujet d'Adrienne, courut au-devant de lui et l'embrassa avec transport.

— Ah! monsieur Noël, s'écria-t-elle, sans votre admirable dévouement, ma fille et moi nous eussions péri de la plus affreuse des morts... Mon mari avait bien raison de dire que vous étiez un brave jeune homme!

Noël était si ému qu'il ne pouvait parler.

— Ce n'est pas tout ça, interrompit la grande femme qui s'appelait la mère Brandin, qui était la ménagère de Noël, ces pauvres dames ne peuvent rester ainsi au froid, à moitié vêtues, devant tout ce monde... Il faut bien vite les conduire quelque part.

— C'est vrai, répliqua Madame Duhamel; mais où aller? Notre maison toute entière est en feu.

— Chez moi, madame, s'écria Noël; oh! je vous en conjure, ne me refusez pas cette faveur... Ma maison est à deux pas... Ma femme de ménage va vous y conduire et vous servira de son mieux... Vous entendez, madame Brandin? ajoutez-y; vous mettez ces dames dans la chambre de feu ma mère où personne n'entre que moi.

La Brandin, qui connaissait le profond respect de son maître pour cette chambre privilégiée, fit un geste de surprise.

— Si ma mère existait encore, pour-suivit-il, elle serait bien contente et bien fière d'y recevoir les dames Duhamel... Du reste, elles auront la libre disposition de mon logis, car je ne compte pas y rentrer avant demain... Mon devoir n'est-il pas d'éteindre cet incendie formidable qui menace de gagner toute la ville?

— J'accepte donc, répliqua madame Duhamel; nous devons bien cela à notre courageux sauveur... Mais hâtons-nous, car il n'est pas convenable... et puis, Adrienne a besoin de prompts secours.

Noël remercia chaleureusement et donna ses instructions à la Brandin, ainsi qu'au cantonnier et à Jean, qui devaient accompagner les dames chez lui.

Les événements que nous venons de raconter s'étaient passés en moins d'un

quart d'heure, et, dans ce premier moment, l'affluence n'avait pas été trop considérable auprès de la maison incendiée. Mais toute la population de Vauvray accourait maintenant; bon nombre de gros bourgeois venaient offrir leurs services à madame Duhamel et lui proposer de la recevoir chez eux avec sa fille.

— Merci, répliqua-t-elle; j'ai promis à ce courageux jeune homme de me réfugier dans sa maison, et je ne m'en dédis pas.

Elle paraissait assez bien remise pour marcher; en revanche, Adrienne, qui commençait à peine à reprendre ses sens, était non-seulement incapable de se soutenir, mais elle avait les pieds nus. Grivet et Jean proposèrent timidement de la porter jusque chez Noël.

— Je voudrais bien voir ça! s'écria la Brandin d'un ton bourru. Avez-vous de toucher, avec vos grosses vieilles pattes, à cette mignonne créature! Vous la casseriez sans aucun doute... Oh! n'a pas besoin de vous... Laissez-moi faire.

La robuste virago saisit Adrienne, l'enveloppa dans son tablier et l'emporta à deux ans d'aisance que fait une nourrice d'un enfant endormi.

La mère et la fille excitèrent, sur leur passage, une sympathie profonde; mais on écarta avec ménagement tous ceux qui prétendaient les artêter pour demander des détails ou pour témoigner de l'intérêt. Aussi atteignit-on bientôt la maison, dont la porte était ouverte et où brillait encore une lumière.

M. Bultet et M. Daru ont adressé à M. Gravier de Casagnac, par une lettre où se recroissent ses souvenirs, le document le plus précieux qu'il leur a prêté récemment dans son récit des actes préparatoires du coup d'Etat de 1851.

Sir Philip Owen, commissaire général pour la Grande-Bretagne à l'Exposition universelle, après avoir été ces jours derniers nommé Knight par le roi d'Angleterre, vient d'être élu chevalier commandant de l'Ordre de Saint-Michel et Saint-Georges.

Tout le monde sait combien l'Angleterre a contribué au succès de l'Exposition universelle, mais ce qui finit par échapper au public, ce sont les efforts individuels par lesquels s'est traduite l'action de la Grande-Bretagne. Sans rapport, il est impossible de se donner avec plus de zèle, plus d'activité, plus d'assiduité, à la tâche de notre œuvre internationale, que dans un personnellement Sir Philip Owen. En dehors de la symphonie qu'il a inspirée à tous ceux qui l'ont approché, c'est avec un double sentiment de reconnaissance et de joie que nous les Français nous souvenons de son dévouement et de son zèle. Le commissaire général de la section anglaise, déjà commandant de la Légion d'honneur.

LETTRE DE PARIS

(Correspondance particulière) Paris, 30 octobre 1878.

Vous avez remarqué les cris de joie poussés par les gauches, dans la Chambre des députés, quand le ministre de l'Instruction publique a déposé le gros volume contenant l'état des congrégations religieuses autorisées ou non autorisées en France, cris de la bête sauvage qui fure sa proie.

Depuis 1833, les congrégations religieuses d'hommes et de femmes se sont multipliées, mais par quels moyens? Est-ce par la violence, par la fraude? Les réclamations n'auraient pas manqué et elles auraient été avidement exploitées par la presse anti-catholique.

Les congrégations religieuses se sont développées par le réveil de la foi, par la liberté des vocations, elles ont profité du droit commun, de la loi sur l'enseignement libre... Si les ennemis du catholicisme n'ont voulu connaître le nombre des congrégations religieuses, ce pour supprimer celles qui déplaisent, ce sera violer la loi, et, tant que nous aurons encore une magistrature indépendante, la loi sera respectée.

Ces républicains et radicaux, ennemis du catholicisme, sont de misérables plagiaires des procédés tyranniques du jacobinisme de 1792 et ils ne tiennent aucun compte des changements qui sont opérés, depuis quarante ans, dans l'esprit d'une grande partie de la population française. L'incroyable à dire, c'est que les juges anti-religieux se soient effranchis, beaucoup de familles sont revenues aux pratiques de la foi catholique, nos églises se sont remplies, et voilà comment les autres religieuses se sont multipliées aux vocations.

Il y a là une grande force morale qui si la lutte s'éternise, produira une force de résistance dont nos républicains et radicaux ne soupçonneront pas l'énergie et les conséquences... Qu'ils y réfléchissent.

La guerre aux libres institutions catholiques s'affaiblit et recule en Allemagne; elle est vaincue en Suisse par le vote national; voilà le moment que nos républicains et radicaux veulent choisir pour recommencer la persécution religieuse en France!

Politique de tous furieux et qui

Comme on allait y pénétrer, un éclair de rire s'éleva dans l'obscurité de la rue et Faquinette s'approcha avec curiosité.

— Tians! s'écria-t-elle, les dames de la Grande Maison qui viennent chez Noël! En voilà du nouveau! Elle ne sont donc pas dans le ciel?

— De quoi vous mêlez-vous et qu'faites vous là, sottie créature? lui dit la Brandin rudement. C'est une honte qu'on vous permette de sortir pour vous moquer quand tout le pays est dans la tristesse... Tournez-vous les talons bien vite.

Et elle fit un geste menaçant.

— Oais! dit la folle en sautant les fentes de côté; est-elle mauvaise cette Brandin! Les dames de la Grande Maison sont mes amies, ma chère... Elle ont toujours quelque friandise pour moi... Et puis, voilà bien du bruit parce qu'une maison brûle! Si ce n'est qu'elle, je vais chanter pour éteindre la feu... Vous allez voir!

Et elle s'éloigna en chantant à tête-à-tête, une chanson, qui n'était pas un charme magique sans doute, du moins un charme efficace, car l'incendie sembla redoubler de violence.

Tandis que la Brandin montait pour installer les dames dans l'appartement de Noël, le cantonnier et le preneur de tapées restèrent en bas.

— Grivet, demanda Jean, avez-vous entendu ce que disait tout à l'heure Faquinette?

(A suivre.)